

## II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

---

Volume 17, numéro 4, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702091ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702091ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Galarneau, H. (1986). II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 17(4), 865–873. <https://doi.org/10.7202/702091ar>

## II — Les relations extérieures du Québec

(juillet à septembre 1986)

### A — Aperçu général

Le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, annonçait à la fin septembre que son ministère avait entrepris une révision de la politique québécoise en matière de relations internationales. Se disant entièrement d'accord avec certains types de principes contenus dans l'énoncé de politique internationale du gouvernement précédent — M. Rémillard citant à ce titre la nécessaire articulation de la politique québécoise de relations internationales avec la politique étrangère canadienne et le respect des droits de l'homme dans la mise en oeuvre des politiques — le ministre soulignait néanmoins l'existence de sérieuses lacunes dans le document de 1985. C'est pourquoi il procède à un nouvel examen de la politique internationale du gouvernement québécois, « à la lumière des nouvelles priorités politiques, économiques et sociales » du gouvernement libéral. Deux réalités détermineront les orientations à formuler ajoutait M. Rémillard, le rôle central des relations économiques extérieures et la place de plus en plus importante que doit occuper la Francophonie dans les relations extérieures du Québec. Le ministre prévoit soumettre des propositions de politique à l'Assemblée nationale au cours de la prochaine session parlementaire<sup>1</sup>.

Au cours d'une entrevue accordée au quotidien *Le Devoir*, le ministre Rémillard se disait favorable à l'instauration de mécanismes de concertation fédérale-provinciale en matière de relations internationales. Une réforme des institutions devrait permettre la participation des provinces à l'élaboration de la politique étrangère canadienne, comme cela se fait dans d'autres états fédérés. Si la création de mécanismes institutionnels s'avérait impossible, une conférence fédérale-provinciale des ministres des Relations internationales pourrait à ses yeux constituer une alternative. À l'occasion de cette entrevue, le ministre réaffirmait le mandat de coordination de l'ensemble des activités internationales du gouvernement dévolu à son ministère, soulignant qu'une directive très précise avait été émise en ce sens par le secrétaire du Conseil privé. M. Rémillard affirmait d'autre part sa volonté d'assurer une participation distincte du Québec au sein de certaines organisations internationales<sup>2</sup>. Il se rendait d'ailleurs en septembre au siège des Nations Unies à New-York pour manifester l'intérêt de son gouvernement à développer ses relations avec l'organisation mondiale.

Le ministre du Commerce extérieur se rendait pour sa part en mission commerciale en Asie pour la deuxième fois cette année, alors que le premier ministre Bourassa retardait jusqu'au printemps prochain le voyage en Afrique dont il avait été question pour l'automne.

### B — Questions économiques et commerciales

Réunis pour leur 27<sup>ème</sup> conférence annuelle à la mi-août, les premiers ministres provinciaux réitéraient dans une déclaration commune leur volonté d'une pleine participation provinciale aux négociations canado-américaines de libéralisation des échanges ainsi qu'aux négociations commerciales multilatérales qui débutaient en septembre à Punta del Este<sup>3</sup>. Les

1. Notes pour une allocution du ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, lors de l'ouverture du XVIII<sup>ème</sup> Congrès du Centre québécois de relations internationales consacré au Maghreb, 25 septembre 1986, pp. 11-13.

2. Lise BISSONNETTE, *Le Devoir*, 30 juillet 1986, pp. A1 et A8.

3. Lia LÉVESQUE, *Le Devoir*, 13 août 1986, p. 10.

premiers ministres des provinces rencontraient en septembre le premier ministre Mulroney, la ministre du Commerce international, Mme Pat Carney et M. Simon Reisman, négociateur canadien, pour la première des rencontres d'information trimestrielles consacrées aux négociations commerciales, sur lesquelles les dirigeants canadiens s'étaient mis d'accord plus tôt cette année. Le premier ministre Bourassa déclarait à la presse être venu à cette rencontre en quête de renseignements sur l'état des négociations canado-américaines. Voyons d'abord s'il y a possibilité d'un accord, disait M. Bourassa à son arrivée à la rencontre, on pourra par la suite discuter de ratification<sup>4</sup>.

À la suite de propos tenus à Washington par le négociateur américain Peter Murphy – soumis aux pressions de l'industrie américaine de l'énergie –, à l'effet que les exportations canadiennes d'électricité pourraient faire l'objet de discussions dans le cadre des négociations canado-américaines sur la libéralisation des échanges, le ministre de l'Énergie et des Ressources, M. John Ciaccia, de même que le premier ministre Bourassa affirmaient ne pas souhaiter qu'il en soit ainsi. Les deux hommes déclaraient néanmoins qu'advenant cette éventualité, ils n'étaient pas inquiets puisque la cause du Québec dans ce domaine est excellente et que l'électricité québécoise n'est pas vendue à rabais aux États-Unis<sup>5</sup>.

Le ministre québécois du Commerce extérieur, M. Pierre MacDonald, était l'un des quatre ministres provinciaux, avec ses collègues de l'Alberta, de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse, à accompagner le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures et le ministre d'État aux Finances, M. Tom Hockin, à la conférence ministérielle du GATT qui se déroulait en Uruguay du 15 au 19 septembre. M. MacDonald soulignait à cette occasion que le fédéral acceptait ainsi pour la première fois une participation provinciale au GATT. Il s'est montré heureux de l'expérience, mentionnant que ses collègues provinciaux et lui-même avaient été régulièrement informés du déroulement de la conférence par MM. Clark et Hockin, qu'ils avaient pu assister à la séance d'ouverture et que des rencontres avaient été organisées à leur intention avec des membres du secrétariat permanent du GATT et des représentants des pays participant aux négociations<sup>6</sup>.

## C — La Francophonie

L'Assemblée nationale du Québec était l'hôte de la 15<sup>ème</sup> assemblée générale de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) qui se terminait le 13 septembre. Environ 170 délégués d'une trentaine de pays y participaient. L'Assemblée générale a alors réélu à la présidence de l'AIPLF M. Daouda Sow, président de l'Assemblée nationale du Sénégal, et choisi comme secrétaire général M. Jacques Legendre, de la France. La première candidature française pour le poste de secrétaire général, celle de M. Xavier Deniau, avait dû être retirée à la suite de l'opposition des pays africains. Plusieurs résolutions ont été adoptées par l'assemblée afin de promouvoir les échanges culturels, économiques et techniques entre pays francophones et de favoriser l'utilisation du français dans le monde: invitation à favoriser l'enseignement du français langue seconde, à publier en français les travaux scientifiques, à faciliter l'accessibilité des universités francophones aux étudiants étrangers etc.. Les parlementaires francophones ont encore condamné l'apartheid,

4. Christopher WADDELL, *The Globe and Mail*, 18 septembre 1986, pp. A1 et A2.

5. Yvon LABERGE, *La Presse*, 11 septembre 1986, p. B1 et Michel DAVID, *Le Soleil*, 11 septembre 1986, p. C1, cités par *L'Argus*, 11 septembre 1986, pp. A6 et A5.

6. Bernard RACINE, *Le Journal de Québec*, 27 septembre 1986, p. 18, cité par *L'Argus*, 30 septembre 1986, p. A9.

exprimé leur solidarité envers la situation du Liban et proposé le renforcement de l'aide économique à la région du Sahel<sup>7</sup>.

Le Comité de suivi du Sommet francophone, composé de représentants de onze gouvernements participants dont le Québec, nommait à la direction du Réseau de l'énergie, sur proposition du Premier ministre du Québec, M. Christian Latortue, sous-ministre adjoint au ministère de l'Énergie et des Ressources. Cinq réseaux sectoriels placés chacun sous la responsabilité d'un pays furent créés par le Sommet de Paris. Outre l'énergie, on retrouve un Réseau de l'information scientifique, du développement technologique et de la recherche dirigé par la Belgique, un Réseau de la culture et des communications sous la responsabilité du Canada, un Réseau des industries de la langue, chapeauté par la France et un Réseau de l'agriculture sous l'égide du Sénégal. Les responsables des réseaux font rapport au Comité de suivi<sup>8</sup>.

## D — L'ONU

Le ministre des Relations internationales se rendait à New-York les 11 et 12 septembre pour y effectuer une mission auprès de l'Organisation des Nations Unies. M. Gil Rémillard eut un entretien avec le secrétaire général de l'ONU M. Javier Perez de Cuellar, à qui il fit état de l'intention de son gouvernement de développer en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral ses relations internationales. Le ministre a notamment souligné la possibilité d'une plus grande participation des entreprises québécoises aux activités des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par exemple. La question des retombées économiques des projets du PNUD au Canada avait été l'objet de la rencontre du 11 septembre entre M. Rémillard et le directeur du Bureau des Affaires spéciales du PNUD. Le ministre estime que le Canada – et le Québec donc – devrait recevoir, des contrats de biens et de services octroyés par le PNUD, une part équivalente au pourcentage de sa contribution à l'organisme. Sa démarche s'est soldée par une entente sur la venue au Québec de fonctionnaires des Nations Unies qui rencontreront les gens d'affaires pour leur faire part des moyens susceptibles de permettre une augmentation de leur participation aux projets du Programme. M. Rémillard a également fait part à M. Perez de Cuellar des discussions que son gouvernement a amorcé avec le gouvernement canadien et l'UNESCO au sujet de l'installation éventuelle d'un bureau de cet organisme à Québec, ainsi que de l'intérêt du Québec à accueillir sur son territoire des conférences d'organismes onusiens (M. Rémillard eut à ce sujet un entretien avec des représentants du Comité des conférences de l'ONU). La tenue à Québec du deuxième sommet francophone fut enfin abordé par MM. Perez de Cuellar et Rémillard, celui-ci ayant par ailleurs rencontré à l'ONU des délégués de pays francophones, en préparation au Sommet<sup>9</sup>.

Le Québec et le Fonds des Nations Unies pour les activités de population (FNUAP) ont signé à l'occasion de cette visite une entente de coopération institutionnelle. Celle-ci exempte dix boursiers sénégalais étudiant au Québec du paiement des frais de scolarité et prévoit la tenue de stages en santé communautaire et en développement social qu'effectueront chaque année cinq étudiants gradués québécois<sup>10</sup>.

7. *Le Soleil*, 14 septembre 1986, p. A4, *The Gazette*, 15 septembre 1986, p. A4 et Rudy Le COURS, *Le Devoir*, 15 septembre 1986, p. 5, cités par *L'Argus*, 16 septembre 1986, pp. A19-A20.

8. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 29 septembre 1986.

9. Ministère des Relations internationales, *Communiqués de presse*, 9 et 12 septembre 1986.

10. Ministère des Relations internationales, Cabinet du ministre, *Communiqué de presse*, 11 septembre 1986.

Au début de sa visite à New-York, le ministre des Relations internationales avait eu un entretien avec l'ambassadeur canadien à l'ONU, M. Stephen Lewis, avec qui il avait été notamment question, suivant un communiqué publié à la suite de la rencontre, de la définition de la place du Québec aux Nations Unies, « en accord avec les politiques canadiennes »<sup>11</sup>. M. Lewis a d'ailleurs accompagné le ministre québécois au cours des diverses rencontres qu'il eut aux Nations Unies.

À la suite du passage au Québec, en juin, de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, le directeur des Programmes de cette commission consultative des Nations Unies, M. Kazu Kato, souhaitait dans une lettre adressée au ministre québécois de l'Environnement que des mesures soient adoptées pour freiner le problème de la pollution par le mercure à la Baie de James et limiter les dangers que celle-ci présente pour les populations autochtones. D'après *Le Devoir*, M. Clifford Lincoln, dans une réponse à M. Kato envoyée le 3 juillet, assurait celui-ci de l'importance qu'accorde son gouvernement à ce problème et faisait état d'un plan d'intervention envisagé pour y faire face<sup>12</sup>.

## E — Le Québec et les États-Unis

Le ministre des Relations internationales prenait la parole devant les membres du *New York State's Governors World Council* au cours du séjour qu'il effectuait en septembre dans cet état. M. Gil Rémillard a tracé devant cet auditoire le tableau des relations de coopération tissées entre les gouvernements du Québec et de New York dans une multitude de domaines, ainsi qu'au plus haut niveau depuis l'institutionnalisation de rencontres régulières entre le gouverneur de l'État et le premier ministre du Québec. Le Québec a l'intention de continuer à développer ses échanges avec New York et d'ajouter à la coopération déjà établie par voie d'entente dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et de la justice, d'autres accords en matière d'agriculture, de forêts, de tourisme, d'éducation et de culture. M. Rémillard a également mentionné l'instauration prochaine à Québec d'un Centre international d'arbitrage commercial qui pourrait bénéficier de l'expérience américaine<sup>13</sup>.

Le ministre délégué aux Mines, M. Raymond Savoie, se rendait pour sa part à Washington afin de faire campagne pour éviter l'adoption par l'*Environnement Protection Agency* (EPA) américaine d'un règlement interdisant l'utilisation de l'amiante. Le ministre Savoie a rencontré le 10 septembre des représentants de l'EPA et des membres du Sénat et de la Chambre des représentants opposés à l'utilisation de l'amiante pour les inviter à revoir leur position et à venir visiter des usines d'amiante au Québec. Le Québec cherche aussi à obtenir la tenue de nouvelles audiences publiques de l'EPA, de qui il tente d'obtenir les études ayant été à l'origine de la proposition du bannissement de l'amiante<sup>14</sup>.

La société Hydro-Québec signait le 30 juillet avec la New England Power Pool (NEPOOL), un contrat prévoyant la fourniture de 750 kilowatts d'électricité entre le 1<sup>er</sup> septembre 1986 et le 31 août 1991<sup>15</sup>.

Des compagnies québécoises participaient au cours de l'été à des foires et expositions commerciales américaines dans le cadre des activités de promotion de l'exportation du

11. *Ibid.*

12. Louis-Gilles FRANCOEUR, *Le Devoir*, 22 août 1986, pp 1 et 8.

13. Ministère des Relations internationales, Cabinet du ministre, *Communiqué de presse*, 12 septembre 1986.

14. Jean-François LISÉE, *La Presse*, 11 septembre 1986, p. G3, cité par *L'Argus*, 11 septembre 1986, p. A4.

15. *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> août 1986, p. 11.

ministère du Commerce extérieur, notamment au *National Hardware Show* de Chicago, au *New York Gift Show* et à l'*Empire Farm Days* à Pompey dans l'État de New-York en août, et au *National Premium and Incentive Show* de Chicago en septembre<sup>16</sup>.

## F — Le Québec et l'Europe occidentale

### 1 — LA FRANCE

Le Premier ministre français reportait le voyage qu'il devait effectuer à la fin septembre au Québec et au Canada en raison de la vague d'attentats terroristes qui secouait Paris. M. Jacques Chirac en informait le 16 septembre les premiers ministres québécois et canadien, tous trois devant maintenant s'entendre sur une nouvelle date pour la venue du Premier ministre français<sup>17</sup>.

Trois ministres français devaient néanmoins venir au Québec à la fin septembre. La secrétaire d'État à la francophonie, Mme Lucette Michaux-Chevry participait au congrès de l'AUPELF et avait un entretien avec le ministre des Relations internationales. La secrétaire d'État chargée de la formation professionnelle, Mme Nicole Catala, participait également au congrès de l'AUPELF et rencontrait les ministres de l'Éducation et du Travail. Le secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports, M. Christian Bergelin, venait pour sa part à Montréal pour participer à une réunion de l'OFQJ. Il devait rencontrer le ministre délégué aux PME, M. André Vallerand, et le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Yvon Picotte<sup>18</sup>. Ce dernier avait eu des entretiens avec M. Bergelin plus tôt en septembre alors qu'il se trouvait en France. Les deux hommes avaient alors discuté de la création possible de Jeux de la Francophonie et de la tenue en novembre au Burkina Faso d'une Conférence de la jeunesse. Avec le ministre français de l'Environnement, M. Alain Carignon, que M. Picotte rencontrait également à Paris, il fut question de conservation de la faune et du repeuplement des rivières à saumon<sup>19</sup>.

### 2 — LA SUÈDE

Les gouvernements du Québec et de la Suède signaient le 20 septembre à Québec une entente de réciprocité en matière de sécurité sociale. Celle-ci entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Des ententes semblables ont déjà été signées par le Québec avec la France, l'Italie, le Portugal, la Grèce, les États-Unis et la Barbade<sup>20</sup>. La signature officielle de l'entente Québec-Suède s'est effectuée au cours de la visite de trois jours que faisait au Québec Mme Anita Gradin, ministre de l'Immigration et de l'Égalité entre hommes et femmes, du 18 au 20 septembre. Le ministre des Relations internationales signait l'entente au nom du Québec. Outre M. Rémillard, la ministre suédoise eut des discussions avec Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine sur les questions d'égalité des chances, et avec Mme Louise Robic, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, sur les politiques québécoises d'immigration et d'accueil des réfugiés<sup>21</sup>.

16. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, *Calendrier des activités*, du 17 juillet 1986 au 14 août 1986 et du 15 septembre au 12 octobre 1986.

17. Michel DAVID, *Le Soleil*, 17 septembre 1986, p. A2, cité par *L'Argus*, 17 septembre 1986, p. A1.

18. *Le Journal de Québec*, 24 septembre 1986, p. 17, cité par *L'Argus*, 24 septembre 1986, p. A4.

19. *Le Journal de Québec*, 19 septembre 1986, p. 8, cité par *L'Argus*, 19 septembre 1986, p. B2.

20. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 19 septembre 1986.

21. *Ibid.*, 18 septembre 1986.

## G — Le Québec, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

### 1 — ISRAËL

Le Premier ministre du Québec avait le 19 septembre à Montréal un entretien avec le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, en visite officielle au Canada. Les échanges culturels Québec-Israel firent l'objet de discussions entre les deux hommes, M. Bourassa s'étant par ailleurs informé de l'expérience israélienne à la suite de la conclusion il y a un an d'un accord de libre-échange israélo-américain<sup>22</sup>.

### 2 — LE MAGHREB

Dans un exposé sur les relations entre le Québec et les pays du Maghreb prononcé devant le XVIII<sup>ème</sup> Congrès des relations internationales de Québec, le ministre des Relations internationales soulignait le caractère ponctuel des actions de coopération entreprises jusqu'à maintenant par le gouvernement du Québec avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Souhaitant structurer à l'avenir la coopération Québec-Maghreb, le ministre Rémillard songe à la création de mécanismes permanents de coopération. Le secteur agro-alimentaire lui semble un bon exemple de domaine où la coopération pourrait être mutuellement avantageuse.

Le ministre des Relations internationales mentionnait également le déséquilibre persistant, en faveur du Canada, de la balance commerciale avec le plus important de ses partenaires commerciaux dans la région, l'Algérie, et l'hypothèque qu'il constitue par le développement de la coopération. Le gouvernement québécois s'est efforcé — par le biais de SOQUIP et de la SAQ — de trouver des solutions à ce déséquilibre des échanges, disait M. Rémillard, et a l'intention de poursuivre ses efforts en ce sens<sup>23</sup>.

## H — Le Québec et l'Asie

### 1 — LA CHINE

Le gouvernement du Québec recevait du 15 au 17 août le ministre chinois de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, M. He Kang. Venu avec l'intention de développer la coopération entre le Québec et la Chine dans le domaine agro-alimentaire, le ministre He Kang fut reçu par son homologue québécois, M. Michel Pagé, ainsi que par le ministre des Relations internationales. Des visites industrielles et d'installations de recherche furent également au programme du ministre chinois<sup>24</sup>.

Le secteur agricole faisait encore l'objet de la venue d'une mission économique et agricole de Shanghai, de passage au Québec du 17 au 24 juillet, dont le programme de séjour avait été coordonné par le ministère du Commerce extérieur et d'autres organismes<sup>25</sup>.

22. André DALCOURT, *Le Journal de Québec*, 19 septembre 1986, p. 14, cité par *L'Argus*, 19 septembre 1986, pp. A1-A2.

23. Note pour une allocution du ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, lors de l'ouverture du XVIII<sup>ème</sup> Congrès du Centre québécois de relations internationales consacré au Maghreb, 25 septembre 1986.

24. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no 21*, 14 août 1986.

25. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, *Calendrier des activités*, du 17 juillet au 14 août 1986, p. 2.

## 2 — LE JAPON, LA CORÉE DU SUD ET HONG-KONG

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Daniel Johnson, se rendait au Japon, en Corée du Sud et à Hong-Kong du 12 au 26 septembre à la tête d'une mission commerciale composée d'industriels québécois. Il s'agissait pour le ministre d'un second voyage en Asie cette année, M. Johnson ayant visité en mars dernier la Corée du Sud avec des représentants de l'industrie automobile. Cette nouvelle mission était consacrée à la prospection d'investissements, auprès des milieux économiques et financiers d'une part et auprès d'entreprises des secteurs de l'automobile, de l'électronique, de la métallurgie et de la chimie d'autre part.

Au Japon où M. Johnson devait visiter Tokyo et Osaka, des rencontres étaient prévues avec des représentants du ministère du Commerce international et de l'Industrie, avec des responsables de la Banque de Tokyo qui à l'intention d'ouvrir un bureau à Montréal avant la fin de l'année et avec des représentants d'entreprises automobiles, chimiques et métallurgiques. En Corée du Sud et à Hong-Kong, le ministre québécois devait également avoir des entretiens avec des représentants gouvernementaux, des industriels et des financiers. Le programme de sa visite à Hong-Kong comprenait notamment une allocution devant la Chambre de Commerce Canada/Hong-Kong<sup>26</sup>.

À l'occasion d'un séminaire sur le marché japonais organisé à la fin septembre par le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, le ministre Pierre MacDonald mentionnait dans une entrevue accordée à *La Presse* que trois raisons motivaient les efforts entrepris par son ministère pour promouvoir les échanges économiques et commerciaux avec l'Asie et particulièrement le Japon: le développement rapide de la région par rapport aux autres, le déficit de la balance commerciale du Québec avec le Japon et les investissements étrangers importants du Japon, dont le Québec ne reçoit qu'une infime partie. M. MacDonald disait par ailleurs avoir rencontré plus tôt au cours de l'été les banquiers et courtiers japonais installés à Toronto afin de les inciter à investir au Québec<sup>27</sup>.

## 1 — Chronologie thématique\*

*Réunion des responsables de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse*  
mi-septembre:

Le ministre québécois du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et du Tourisme, M. Yvon Picotte, est de passage en Belgique où il participe à la réunion annuelle des responsables belges et québécois de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse. Le Québec et la Communauté française de Belgique choisissent de réduire de \$300,000 à \$240,000 leur contribution au budget de l'Agence — le nombre de stages passant de 600 à 460 —, et de privilégier les stages de jeunes entrepreneurs.

*Parlementaires autrichiens au Québec*

22 au 24 août:

Des membres du gouvernement et de l'Assemblée de la ville et de la province de Vienne effectuent un séjour au Québec. Le ministre des Finances et de l'Économie de la province de Vienne, M. Hans Mayr, et le président de l'Assemblée provinciale, M. Guenther Sallaberger, sont au nombre des visiteurs qui sont reçus à un dîner officiel présidé par Mme Louise Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

26. Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Communiqué de presse*, 12 septembre 1986.

27. Jean POULAIN, *La Presse*, 26 septembre 1986, p. A4, cité par *L'Argus*, 26 septembre 1986, pp. A8-A9.



*Participation de parlementaires québécois à l'APC*

23 septembre – 1<sup>er</sup> octobre:

Le président de l'Assemblée nationale, M. Pierre Lorrain, accompagné d'un député, représente l'Assemblée nationale à la 32<sup>ème</sup> assemblée générale de l'Association parlementaire du Commonwealth qui a lieu à Londres. À l'agenda de la rencontre figurent entre autre les problèmes du terrorisme, de l'aide au développement, de l'apartheid et leur rapport à la survie et à l'avenir du Commonwealth.

*Assemblée générale de l'AUPELF*

20 au 25 septembre:

L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), qui fête son 25<sup>ème</sup> anniversaire, tient au Québec son assemblée générale et participe également à un colloque sur la libre circulation des personnes et des idées organisé avec la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Le ministre québécois des Relations internationales prononce un discours devant les participants au colloque en présence de la secrétaire déléguée à la Francophonie de France, Mme Lucette Michaux-Chevry, du ministre de l'Éducation nationale et chargé de l'enseignement supérieur du Sénégal, M. Iba Der Thiam, du garde des Sceaux et ministre de la Justice du Sénégal, M. Seydou Madany Sy, du ministre de l'Éducation nationale de la République Centrafricaine, M. Jean-Paul-Ngoueande et du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique du Zaïre, M. Nokolo Wampombom Bu.

*Nouveau programme en faveur de l'immigration d'investisseurs*

16 septembre:

La ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Mme Louise Robic, annonce la création d'un nouveau programme dans le but de faciliter l'installation au Québec d'investisseurs étrangers. Cette nouvelle catégorie d'immigrants se distingue de celle des immigrants entrepreneurs pour lesquels des programmes existaient déjà.

*Le Québec et les réfugiés*

18 août:

À la suite de l'arrivée au Canada de réfugiés du Sri Lanka, la ministre québécoise des Communautés culturelles et de l'Immigration, Mme Louise Robic, déclare que les Québécois devraient accueillir à bras ouverts les réfugiés tamouls désirant s'installer au Québec. Le Québec a une excellente réputation en ce qui concerne l'accueil de réfugiés et entend la maintenir, soulignait la ministre. Mme Robic affirmait également l'intention de son gouvernement de participer au programme fédéral destiné à éliminer les retards dans l'étude des cas de demandes de statut de réfugié. Le Québec souhaite par ailleurs avoir un droit de regard plus important au chapitre de la sélection des réfugiés et des immigrants et demandera des garanties constitutionnelles en ce sens, ajoutait Mme Robic.

*Missions commerciales coordonnées par le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie.*

15 au 19 septembre:

Des entreprises du secteur de l'informatique participent au salon *SICOB Automne 1986* à Paris.

15 au 26 septembre:

Des représentants d'entreprises agro-alimentaires se rendent en Israël.

27 septembre au 4 octobre:

Trois entreprises du secteur de la robotique participent à une mission à Bruxelles et visitent le 16<sup>ème</sup> Symposium international en robotique industrielle.

25 septembre au 10 octobre:

Des entreprises des secteurs de l'informatique, de l'habitation, de l'énergie et des communications effectuent une mission commerciale en Égypte, en Tunisie et en Algérie.

27 septembre au 12 octobre:

Sept sociétés québécoises des secteurs de l'énergie et des télécommunications effectuent une mission de prospection en Indonésie, à Singapour, en Malaisie et en Thaïlande.

*La cote du Québec relevée par Moody's*

13 août:

L'agence américaine Moody's annonce que la cote de crédit du gouvernement québécois et de l'Hydro Québec passe de A1 à AA3.

*Nouveau sous-ministre au ministère des Relations internationales*

9 juillet:

M. Marcel Bergeron est nommé sous-ministre au ministère des Relations internationales. Haut fonctionnaire de carrière, M. Bergeron était sous-ministre adjoint au ministère du Commerce extérieur. Un nouveau sous-ministre adjoint est également nommé par le Premier ministre; il s'agit de M. Denis Ricard, candidat libéral défait aux dernières élections.